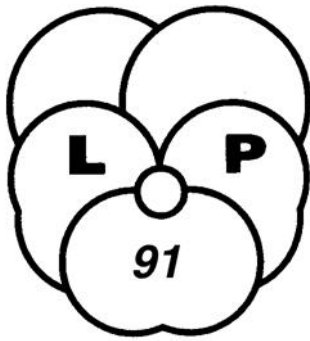




La Raison 91

Bulletin de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée

N° 97 décembre 2025



Prochain rendez-vous de la LP 91

Congrès de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée
suivi d'un repas fraternel

SAMEDI 24 JANVIER à 10h

Maison des Associations à Marcoussis
(près de la Médiathèque et de la Mairie)

Notre invité : Bruno N'DIAYE
trésorier de la FNLP et d'Entraide & Solidarité des libres penseurs de France

120^{ème} anniversaire de la loi de 1905 de Séparation des Églises et de l'État

La Laïcité, c'est la liberté et non des interdictions et la répression !

La Libre Pensée et une trentaine d'Organisations défendant la laïcité
vous invitent à participer à :

un Meeting laïque national et international unitaire **SAMEDI 6 DÉCEMBRE 2025 à 14h**

Salle de spectacle Eugène Hénaff, Bourse du Travail
29 boulevard du Temple 75003 Paris (métro République)

Si vous pensez que la Démocratie et la Laïcité sont des principes de Liberté, d'Émancipation intégrale (Philosophique, Culturelle, Politique, Sociale), alors vous avez votre place tout naturellement au meeting laïque du 6 décembre 2025 à Paris avec la Vigie de Laïcité, la Libre Pensée, la Ligue des Droits de l'Homme, l'Union Rationaliste, la Ligue de l'Enseignement et Solidarité Laïque et avec aussi une trentaine d'Associations et Organisations, dont deux de Travailleurs Immigrés qui expliqueront comment une fausse « laïcité » xénophobe et raciste est instrumentalisée pour diviser le pays.

Si vous pensez que la Liberté de conscience, la Liberté d'expression et son corollaire démocratique : la Liberté d'Association sont des biens précieux à défendre absolument, car elles sont profondément menacées par le Pouvoir et la Réaction sous toutes ses formes, alors agissez avec nous le 6 décembre 2025 à Paris pour les défendre contre toutes les menaces qui pèsent contre elles.



*Louis Couturier à la fête des associations
aux Ulis début septembre*

Sommaire

Page 2	L'Édito du Bureau
Page 3	Pour en finir avec la loi Debré (communiqué de la FNLP)
Page 4	L'État français dépensera plus pour la guerre que pour l'Éducation - Toujours plus pour le privé !
Page 5	Ainsi va l'Essonne - Des subventions publiques détournées au profit de l'Église
Pages 6 & 7	Rassemblement pour la Paix à Méréville le 9 novembre
Page 8	Intervention de la LP 91 au Congrès de la FNLP fin août dans le Tarn
Page 9	Rassemblement pour l'arrêt du génocide à Gaza le 17 août aux Ulis
Page 10	Non à la militarisation de la jeunesse ! L'armée hors de l'école !
Page 11	La Garde Nationale recrute des étudiants réservistes à Paris Saclay... par Patrick Boumier
Page 12	Meeting international contre la guerre le 5 octobre à Paris
Page 13	Fête de la République le 21 septembre aux Ulis (discours LP 91 par Louis Couturier)
Page 14	À propos de l'« Écologie intégrale » ou comment l'Eglise catholique essaie de recycler l'écologie... par Francis Valenti
Page 15	Défense de la Liberté académique contre la censure gouvernementale - communiqué FNLP-IRELP
Page 16	Trésorerie - adhésion - abonnement

N.B. les articles signés n'engagent que leur auteur

Communiqué de la FNLP

Construire aujourd'hui la mobilisation laïque pour en finir avec la loi Debré !

Stanislas et Bétharram : Deux noms qui ont fait l'actualité ces deux dernières années, et qui sont devenus des symboles d'impunité, d'obscurantisme et de compromission politique. Les deux institutions par lesquelles le scandale est arrivé sont loin d'être les seules écoles privées subventionnées où de sérieux manquements, voire des crimes ont été dévoilés récemment, après **des années d'omerta et de protection** par les Élus locaux et nationaux ainsi que par les services administratifs censés exercer un contrôle des établissements sous contrat. **Si la défaillance est systémique, c'est parce qu'elle est voulue.**

La loi Debré organise sciemment le financement sans contrepartie de l'enseignement catholique et l'impunité de ses manquements.

Le texte de la **loi Debré** ne reconnaît nulle part qu'elle porte spécifiquement sur l'enseignement catholique, mais personne n'est dupe. Près de 95 % des établissements privés sous contrat sont d'inspiration catholique, la plupart dépendent d'associations présidées par les Évêques de France.

Le **Secrétaire général de l'enseignement catholique** ne se cache même pas de sa volonté d'utiliser la reconnaissance scélérate du « *caractère propre* » **des établissements sous contrat** pour désamorcer tous les contrôles d'application des directives ministérielles sur les sujets qui intéressent l'Église, à commencer par l'éducation sexuelle et l'apprentissage du consentement – un sujet sur lequel on sait que les Évêques ne décevront jamais !

La loi Debré est la loi antilaïque par excellence, elle est le principal dispositif de contournement de la loi de 1905 depuis bientôt sept décennies.

La **loi Debré** est un pacte d'argent et d'impunité conclu entre l'Église catholique et la **Cinquième République** naissante, dont la constitution porte la même signature. **Il en va de la loi Debré comme de la constitution de 1958 : jusqu'à il y a peu, on voulait nous faire croire qu'elles étaient devenues inébranlables.** Même parmi ceux qui restaient fidèles à leur opposition à ces textes iniques, certains cédaient peu à peu au fatalisme. Aujourd'hui, l'épuisement de l'une comme de l'autre sont évidentes, et une aspiration profonde a saisi le pays ; **il faut en finir avec cet ordre autoritaire et ces prébendes, et revenir à la règle d'or de la République**

L'Église chez elle et l'État chez lui

Depuis le départ et le **Serment de Vincennes** de 1960, la **Libre Pensée** tient toute sa place dans ce combat. Loin de faire de **l'abrogation de la loi Debré** un mot d'ordre abstrait et inatteignable, nous avons pris l'initiative d'élaborer un **Plan de sortie qui permet d'abroger la loi immédiatement** en mettant en place les dispositions transitoires permettant le démantèlement progressif des structures de l'enseignement privé sous contrat et le reversement à **l'École publique laïque** des moyens actuellement consentis à des structures à 95 % liées à l'Église catholique. L'abrogation légale est **le point de départ à partir duquel, en six ans, le contournement scolaire de la loi de 1905 prendra fin.** Ce plan fait aujourd'hui consensus dans le Mouvement laïque, en particulier auprès des Syndicats de l'Éducation.

La déliquescence actuelle d'une Cinquième République aux abois nous oblige, car elle crée les conditions d'un rapport de force grâce auquel nous pourrions imposer la mise en œuvre de ce plan. **L'heure est à la mobilisation pour une République laïque, démocratique et sociale ; l'heure est à la réaffirmation des principes qui guidaient les auteurs de la loi de 1905.**

Le **Meeting du 6 décembre 2025**, sera une étape cruciale dans la construction du rapport de force. Le gouvernement n'en finit pas d'agoniser, le système des partis de la Cinquième République se délite, **c'est le monde de Debré et consorts qui meurt : nous devons l'achever. Le Mouvement laïque doit resurgir dans l'arène, montrer sa force, son nombre et sa détermination. Leur époque s'achève, il ne tient qu'à nous de leur dire :**

**Demain nous appartient !
Fonds publics pour l'École publique, fonds privés pour l'école privée !
Vive la Laïque !**

À partir de 2026, l'État français dépensera plus pour la guerre que pour l'éducation !

Communiqué du Collectif vosgien contre la militarisation de la jeunesse et de l'école

« C'est une bascule historique, car le ministère de l'Éducation a longtemps été le premier poste de dépense de l'État, l'école étant considérée comme une « priorité républicaine ». Il faut dire que ce gros Ministère compte 1,2 million d'agents dont 713 500 enseignants dans le public, et qu'il représente un cinquième de l'emploi public en France. En principe, c'est le ministère le plus stratégique, puisqu'il sert à former les générations futures et scolarise plus de 10 millions d'élèves. À partir de 2026, l'Éducation passe pourtant au second plan derrière les dépenses militaires.

C'est le sénateur Les Républicains Olivier Paccard qui relève ce bouleversement dans un rapport parlementaire : « Symboliquement, le budget de l'Éducation nationale n'est plus le premier poste de dépense de l'État. Il est désormais dépassé par la mission "défense" ». Ce rapport du Sénat, majoritairement à droite, réclame 8 000 suppressions de postes d'enseignants l'an prochain.

Le budget de Lecornu prévoit déjà la suppression de 4 000 postes dans le primaire et le secondaire. L'argument de la droite est que le nombre d'élèves est en baisse. Ce qui est vrai, la démographie étant vieillissante. Mais ce serait justement l'occasion de mettre les établissements scolaires à un niveau convenable. Les classes françaises restent parmi les plus chargées d'Europe, et les salaires enseignants stagnent, à un niveau anormalement bas, comparés aux autres pays riches. Mais pas question pour les néolibéraux, il faut « ajuster » les dépenses de l'Éducation.

Le ministère de l'Éducation sera donc crédité de **64,5 milliards** d'euros l'an prochain, hors pensions. Et des économies sont réalisées sur les fonds sociaux scolaires, alors que les besoins augmentent, et le Pass Culture, qui vise à réduire les inégalités. L'enseignement privé, lui, bénéficie de crédits stables de l'État.

Du côté du ministère des Armées, l'argent coule à flot. Ce dernier bénéficie de 6,7 milliards d'euros supplémentaires par rapport à 2025. Aucun autre secteur ne bénéficie d'une telle hausse. **40 000 recrutements sont prévus en 2026, et près de 14 milliards d'euros sont annoncés pour acheter de nouveaux armements, dont 2,4 rien que pour les munitions, soit une hausse de plus de 30% par rapport à 2025.**

Au total, le Ministère qui sert à faire la guerre va bénéficier de **68,4 milliards** d'euros de budget, soit **4 milliards de plus que celui de l'Éducation**. Moins de profs, plus de militaires : c'est un choix de société qui nous est imposé sans le moindre débat.

Et il est particulièrement sombre. »

NB : Le budget destiné à la mission défense - qui couvre les dépenses opérationnelles, les équipements, les infrastructures, et la préparation des forces - a augmenté de 77 % entre 2017 et 2026, et de 13 % entre 2025 et 2026 (hors pensions). Un effort budgétaire historique et soutenable (selon Mme Vautrin ministre des Armées)

Subventions aux lycées privés franciliens...

Par Paul Vannier, conseiller régional Île de France

« 88 millions d'euros ! C'est le montant gigantesque des subventions extralégales accordées par V. Pécresse aux lycées privés franciliens.

Cette année, c'est 9,5 millions supplémentaires. Un montant en hausse de 431% depuis 2017 en Île de France. En dehors de toute obligation légale.

Parce que les établissements privés trient leurs élèves et contribuent le plus souvent à l'aggravation de la ségrégation socio-scolaire, parce que nous considérons que la priorité doit être donnée à l'école républicaine, publique, laïque, gratuite, nous proposons de rediriger les fonds publics vers les lycées publics franciliens. »

La LP 91 n'accepte pas l'octroi de ces subventions supplémentaires aux lycées privés franciliens tout qu'elle n'accepte pas toute subvention publique accordée aux établissements privés essentiellement catholiques grâce à la loi Debré dont nous demandons l'abrogation.

La proposition de Paul Vannier va donc dans le bon sens. Avec tous les laïques, nous réaffirmons :

**« Fonds publics à l'École publique,
Fonds privés à l'école privée ! »**

Quand l'Église catholique récupère des subventions publiques déguisées

Par Françoise Rousseau

Dans le journal *Le Républicain de l'Essonne* du 6 novembre, on y apprend que deux villages, Chalou-Moulineux et Villeneuve-sur-Auvers, présentent un dossier pour demander des subventions pour la restauration de leur église. Ils font appel à une Fondation « La Sauvegarde de l'Art Français ».

De quoi s'agit-il ? Cette Fondation, reconnue d'utilité publique présidée par M. Olivier de Rohan-Chabot, octroie des subventions à des projets divers. Elle a lancé une opération pour « sauver » les édifices culturels (catholiques en quasi-totalité) pour un montant de plus de 1 million d'euros par an. Elle s'appuie aussi sur une « Enquête nationale des États Généraux du Patrimoine religieux » menée par la Conférence des Évêques de France...

Tout est lié : il s'agit bien de sauver les églises et chapelles catholiques de France (plus de 40 000 selon un politique de droite). Les subventions provenant de cette Fondation sont alimentées en grande partie par des dons permettant aux auteurs de bénéficier de déductions fiscales.

Alors oui, indirectement, la restauration d'édifices religieux catholiques est subventionnée avec l'argent de nos impôts. Ce sont donc des subventions publiques déguisées, « légales » mais contraires aux principes de la loi de 1905 (« *La République ne subventionne aucun culte* ») ! De plus, la commune de Chalou-Moulineux a déjà obtenu des aides de la DRAC et de la Région Île de France ! Encore nos impôts...

Pour le respect de la loi de Séparation de 1905, tous au meeting du 6 décembre à Paris !



**Vous pouvez commander ces brochures en écrivant à LP 91
chez Françoise ROUSSEAU, 3 place d'Allemagne 91300 MASSY**

Discours de la Libre Pensée à Méréville le 9 novembre 2025

Par Françoise Rousseau, présidente de la LP 91

Chers amis, chers camarades,

Merci à tous d'être présents cette année encore à Méréville devant son monument pacifiste pour affirmer ensemble une fois de plus notre rejet de toutes les guerres et des discours guerriers qui se multiplient.

Lorsque nous entendons le chef d'État-Major des Armées, Fabien Mandon, dire : « Les soldats doivent se préparer à un choc dans les 3 ou ans » et celui de l'Armée de Terre, Pierre Schill, ajouter : « Il faut rétablir le service militaire et être prêts dès ce soir à faire la guerre », il y a vraiment de quoi être inquiets !

Dans de nombreux domaines, c'est la Marche à la Guerre, mais elle s'exprime pleinement dans la course aux armements. L'argent public coule à flots. Une augmentation de 9,4% en un an amène le budget total des armées du monde entier en 2024 à la somme exorbitante de 2 718 milliards de dollars. L'OTAN demande à chacun de ses membres de consacrer à l'armement non plus 2% mais 5% de son PIB d'ici 2035.

Pour le gouvernement français, prêt à sacrifier la santé des malades et des handicapés en diminuant leurs droits et en taxant leurs soins, aucune hésitation pour augmenter cette année son budget militaire de près de 7 milliards d'euros.

On n'oublie pas le cynisme des hommes politiques. M. **Lecornu**, alors ministre de la Défense, se réjouissait de la guerre en Ukraine : « *Il faut reconnaître que la guerre en Ukraine est une opportunité pour l'industrie d'armement française.* »

Le commerce des armes se porte bien : avec les USA au premier rang et la France au deuxième pour les exportations, les importations dans les États européens ont doublé en 10 ans, et les USA sont leur principal fournisseur (64%). À la recherche d'économies, le gouvernement trouverait scandaleux de rogner les bénéfices de **Thalès** ou de **Dassault** (1 milliard et plus).

Le Premier ministre jure ses grands dieux que la France n'a pas fourni d'armes à Israël, alors qu'il y en a eu pour plus de 20 millions en 2024 (grenades, torpilles, composants pour lance-roquettes) comme cela a été montré à la conférence de presse qui s'est tenue à l'**Assemblée nationale** le 10 juin 2025.

Le résultat de ces énormes dépenses ? la mort, la mort de centaines de milliers d'Ukrainiens et de Russes, le génocide en Palestine où les victimes sont en majorité les femmes et les enfants.

Le résultat ? l'appauvrissement des pays en guerre ; Gaza ruinée, dévastée, Gaza qui avait les taux d'alphabétisation et d'éducation les plus élevés du monde (97% et 95%) voit aujourd'hui ses écoles

détruites à 85% et 600 000 enfants privés d'éducation depuis deux ans.

Le résultat ? la répression contre toute voix discordante. Dans les pays en guerre, en Ukraine, on rafle les hommes dans les rues pour les envoyer au combat. En Russie, la multiplication des sanctions ne règle rien dans une armée où en 4 ans de guerre il y a eu plus de morts qu'en 9 ans de guerre en **Afghanistan**.

Et les arrestations arbitraires s'abattent sur tous ceux qui osent résister. Dans **son IXe Congrès, l'Association Internationale de la Libre Pensée**, le 11 octobre 2025, a pris position pour la libération de tous les prisonniers politiques en Russie, et en particulier, elle demande, avec 3 000 mathématiciens de 15 pays, la libération du **Militant Anarchiste Azat Miftakhov**.

En Israël, les prisonniers politiques palestiniens s'entassent par milliers dans des prisons où, sans jugement, ils sont victimes de torture, parfois à mort.

Dans les autres pays, les gouvernements tentent d'empêcher les manifestations contre la guerre et le soutien aux Palestiniens ; quand ils n'y parviennent pas, ils multiplient les accusations d'antisémitisme, de terrorisme, les crimes mêmes dont ils sont les complices.

Pour mener à bien cette politique de guerre, il faut militariser la société. Si Macron a subi un échec avec le **SNU**, qui a fait long feu, il persévère dans sa volonté d'embrigadement. D'une part, il encourage le recrutement de milliers de réservistes opérationnels (de 17 à 72 ans), d'autre part, il a l'ambition de rendre l'armée présente dans l'école, en instituant des cours de « *culture citoyenne et défense* », avec épreuve aux divers examens.

Le **Manifeste de Kienthal**, manifeste des pacifistes en 1916, proclamait : « *La guerre n'a jamais tué la guerre. Au contraire, la guerre prépare la guerre, la violence appelle la violence.* »

C'est pourquoi nous saluons tous ceux qui, d'un continent à l'autre, manifestent pour la paix, ainsi que les **Comités des mères de soldats** en Russie comme en Ukraine et de même les milliers de Russes, d'Ukrainiens qui ont choisi de désertir ainsi que les Israéliens qui refusent de porter les armes. Nous saluons les milliers de citoyens venus de nombreux pays, qui, comme les flottilles, ont cherché à briser le blocus de **Gaza**.

Le meeting qui s'est tenu le 5 octobre à Paris a rassemblé 4 000 militants venus de 18 pays (Europe, USA, Palestine) pour proclamer ensemble leur volonté de lutter pour la paix.

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

Conscients que l'écrasement du Peuple palestinien représente l'avenir que l'Impérialisme et ses gouvernements réservent à l'ensemble de l'Humanité, nous avons apprécié l'intervention commune d'une Syndicaliste palestinienne et d'une juive israélienne qui réclamaient la liberté et la fraternité, en présence de **Stephen Kapos**, survivant de l'**Holocauste**, qui, à 88 ans, avait tenu à participer à ce meeting.

Nous avons apprécié l'intervention solidaire d'une jeune russe et d'un Ukrainien nous invitant à faire « **la paix par en bas** » tout en soulignant que ce meeting de Paris était bien plus dangereux pour la dictature de **Poutine** que les bombes et les missiles.

Fidèles aux enseignements de la **Grande Guerre** qui vit se déchaîner une barbarie effroyable, prélude de tous les massacres à venir, nous rappelons notre volonté de voir réhabiliter les **639 Fusillés pour l'exemple**.

Des contacts ont été repris pour que l'**Assemblée nationale** se ressaisisse de la proposition de loi qui, adoptée le 16 janvier 2022, proclamait la **Réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple** de la Première guerre mondiale et qui a été bloquée par la majorité réactionnaire au **Sénat** qui a retoqué la loi votée.

La situation actuelle de grand désordre parlementaire dû à **Emmanuel Macron** et à ses gouvernements, aidé par l'extrême-droite et ceux qui sont en mal de postes ministériels, fait obstacle pour l'instant à cette initiative.

Parce le **refus de la Guerre** et l'**exigence de la Paix** sont la perspective d'un monde meilleur débarrassé de l'oppression, de l'exploitation, de la misère, du militarisme et de la guerre, nous disons :

Non aux budgets de guerre !

Non à la militarisation de la jeunesse !

Non à l'envoi d'armes à Netanyahu !

Non à la colonisation de la Palestine !

Cessez-le-feu permanent à Gaza et en Ukraine !



Ont pris la parole lors de ce rassemblement : Françoise Rousseau pour la LP 91, Dea Rety pour le Mouvement de la Paix, et Annie-Claude Mozzani pour l'ARAC 91

Congrès de la FNLP à Le Garric dans le Tarn fin août

Intervention de Françoise Rousseau pour la LP 91

Je vous apporte le salut fraternel de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée qui maintient ses effectifs malgré plusieurs départs en province et deux refus de réadhesion dus à la qualification de génocide du massacre de la population palestinienne à Gaza. Nos sept nouveaux adhérents sont le produit de notre activité en défense de la laïcité et de la loi de 1905 mais aussi de notre investissement dans les manifestations contre toutes les guerres : que ce soit le rassemblement du 11 novembre autour du monument pacifiste de Méréville, mais aussi et surtout les nombreux rassemblements qui ont eu lieu en Essonne pour exiger l'arrêt du génocide en cours à Gaza et des violences coloniales en Cisjordanie.

Nous avons noué de nouvelles relations avec des associations comme l'AFPS et Urgence Palestine et renforcé nos liens avec le Mouvement de la Paix. Ces actions nous ont fait connaître et ont rendu plus concret pour nos adhérents ce que nous écrivons dans nos publications. Nous sommes également intervenus lors de réunions publiques sur la situation en Kanaky-Nouvelle Calédonie contre le colonialisme de l'État français et pour exiger la libération immédiate des militants Kanak déportés et emprisonnés en France à 17 000 km de chez eux.

Alors que le scandale de Bétharram défrayait la chronique, notre présence lors de ces événements nous a permis d'être écoutés par des jeunes qui se posait la question : c'est quoi la Libre Pensée ? c'est quoi l'IRELP ? et de remettre sur le tapis la question du financement des écoles privées catholiques sous contrat, d'expliquer la nécessité d'abroger la loi Debré et du plan de sortie de ce système. Rattacher tout cela à la question de la défense de la loi de Séparation des Églises et de l'État de 1905 sera un des axes importants de l'activité de notre Fédération avec la tenue du meeting à Japy le 6 décembre. Ce sera la priorité !

Tout ceci est le lot commun de nombre de fédérations départementales de la Libre Pensée, donc je n'insiste pas. Mais nous avons une originalité qui nous tient à cœur depuis quelques années : la création d'un Cercle Rationaliste à l'Université scientifique Paris-Saclay, avec l'aide et le soutien de notre président Jean-Sébastien Pierre, pour contrer le prosélytisme des Jésuites du Centre culturel Teilhard de Chardin qui prétendent réconcilier la Science et la Foi !

Après avoir jeté les bases du Cercle Rationaliste, en avril 2023, première réunion publique dans les bâtiments universitaires de Paris-Saclay pour un débat contradictoire entre Olivier Bonnassies, auteur du livre « Dieu, la science, les preuves », et Jean-

Sébastien Pierre que nous ne remercierons jamais assez d'avoir fait le déplacement. Plus de 70 présents dont les 3/4 étaient des scientifiques laïques, ce que Bonnassies n'avait pas prévu... Un succès pour nous, des nouveaux contacts et de nouvelles adhésions ! Je ne peux m'empêcher de vous citer le dernier argument avancé par Bonnassies : « Dieu existe, le prouvent les centaines d'apparitions de la Vierge, toutes contrôlées et avérées... » Éclat de rire dans la salle et bond de Jean-Sébastien dans son fauteuil !

La deuxième réunion a eu lieu en mai de cette année dans les locaux de l'ENS à Paris-Saclay. Beaucoup plus sérieuse et avec un public moins cosmopolite : en dehors de quelques libres penseurs, les participants étaient des étudiants et des universitaires scientifiques. L'exposé introductif sur les libertés académiques fait par les deux responsables du Cercle Rationaliste qui ont dénoncé les multiples entraves à la recherche scientifique notamment les ZRR qui ont fait l'objet d'un article dont je vous livre quelques extraits

« Les Zones à Régime Restrictif (ZRR) ont été mises en place à partir de 2011 pour protéger le potentiel scientifique et technique de la Nation et initialement circonscrites à la recherche militaire. Les bruits de bottes approchant, tout est désormais prétexte pour étendre ces ZRR, appliquées désormais à tous les domaines scientifiques, à toutes les tutelles, à une grande majorité des laboratoires, et conditionnant même le financement de certains appels à projet. Le fonctionnement des ZRR consiste, à chaque recrutement, à demander aux établissements de communiquer les informations personnelles des candidats au recrutement, à un Fonctionnaire de Défense (FSD), ainsi que son sujet de recherche. Après analyse, le FSD, sans aucune contrainte de temps, ni justification, accepte, refuse, ou émet des réserves sur le candidat et sur son sujet de recherche. Tout refus est bloquant pour le recrutement, et une réserve impose au responsable du projet de s'engager à surveiller l'activité future du candidat. »

Cela se passe de commentaires ! Lors de ces deux réunions, nous avons fait connaître le numéro de l'Idée Libre consacré à la Science ainsi que le numéro de La Raison sur le même sujet grâce aux exemplaires dont Carole nous avait abondamment fourni. Ce sont de sacrés moyens pour faire connaître la FNLP, ses combats et aussi élargir son audience.

Bien entendu, nous voterons le rapport moral et d'activité qui nous est présenté.

Rassemblement pour l'arrêt du génocide à Gaza le 17 août aux Ulis

Intervention de Françoise Rousseau pour la LP 91

La Fédération départementale de la Libre Pensée que je représente s'associe pleinement aux exigences renouvelées par l'ensemble des associations qui appellent à ce rassemblement. Je précise que la Libre Pensée est une organisation laïque, pacifiste, anticapitaliste et anticolonialiste, entre autres.

Nous tenons à exprimer ici notre horreur totale face à la situation dramatique vécue par les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Situation révélée en grande partie grâce au travail des journalistes palestiniens présents sur place et qui paient un lourd tribut (plus de 200 morts) pour faire connaître la vérité sur Gaza.

À Gaza qui subit depuis 2 ans bombardements, attaques incessantes, destructions des écoles, des universités, des hôpitaux, des centres de soin, des lieux de culte, des monuments et de toutes les infrastructures... L'armée de Netanyahou détruit tout ce qui permet à un humain d'exister.

Depuis déjà de longues années, le gouvernement israélien y a rajouté un blocus de plus en plus dur jusqu'à atteindre ce que nous voyons aujourd'hui : un blocus alimentaire total ! En finir avec la population de Gaza en l'affamant, telle est le but de Netanyahou.,

Face aux timides critiques de quelques dirigeants occidentaux, l'armée israélienne laisse passer quelques camions et profite du chaos lors des distributions alimentaires pour tirer sur la foule. On a déjà dénombré 1 780 victimes depuis un mois, sans compter la multiplication des cas de malnutrition allant jusqu'au décès et les séquelles physiques et psychologiques qu'elle provoque.

Si Netanyahou peut agir ainsi et même annoncer que son armée va prendre le contrôle de la totalité de la bande de Gaza, c'est qu'il bénéficie de l'appui inconditionnel de Trump et du gouvernement US, mais aussi de la grande majorité des gouvernements européens qui ne font rien pour arrêter le génocide en cours.

Fin juillet, Macron a annoncé qu'il était prêt à reconnaître l'État palestinien, en septembre peut-être, ça dépendra des événements. Mais quel État ? avec qui dedans ? des morts, des blessés, des traumatisés à vie ? car la situation ne fait que s'aggraver !

En dehors de ça, qu'a fait le gouvernement français à part parachuter des caisses de vivres

qui arrivent éventrées n'importe où et qui provoquent des émeutes. Une honte ! alors que des centaines de camions attendent aux postes frontières le bon vouloir des autorités israéliennes.

Pendant ce temps, nos industries militaires poursuivent leurs livraisons d'armes qui seraient paraît-il des armes uniquement défensives ! D'autres groupes comme Carrefour continuent d'approvisionner l'armée israélienne sans problème... Alors oui, il est temps d'obtenir :

- Un cessez-le-feu immédiat et total
- L'envoi massif de l'aide humanitaire à Gaza sous le contrôle d'ONG indépendantes des USA et d'Israël
- L'arrêt par la France de toute livraison d'armes, de munitions et d'équipements militaires à Israël.

Avant de conclure, je voudrais juste rajouter un mot sur la situation en Cisjordanie, victime elle aussi de la politique colonialiste de l'État israélien. Depuis 1948, il s'agit bien d'une guerre coloniale contre le peuple palestinien : spoliation de leurs terres, des ressources du sol, du sous-sol et maritimes... L'implantation par la force et en toute illégalité selon l'ONU de nouvelles colonies juives en Cisjordanie est ouvertement encouragée par Netanyahou.

CELA SUFFIT !

**STOP AU GÉNOCIDE
DU PEUPLE PALESTINIEN !**

RECONNAISSANCE DE SES DROITS !



Non à la militarisation de la jeunesse ! L'Armée hors de l'École !

Nous reproduisons ci-dessous un communiqué d'un syndicat enseignant qui rejoint la position de la Fédération nationale de la Libre Pensée à propos des « rallyes citoyens » et autres « classes défense » sur lesquelles nous avons déjà écrit dans *La Raison 91* car il en existe une bonne dizaine dans notre département.

Nous partageons totalement l'indignation des syndicalistes enseignants devant les agissements scandaleux qui se sont produits dans un collège de la Région parisienne.

STOP à la militarisation de l'École et à la mise au pas de la jeunesse !

Jeudi 6 novembre, des élèves de seconde, de première année de CAP, et des troisièmes « *découverte professionnelle* » du lycée professionnel Jules Michelet à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) ont été amenés à participer à des ateliers de promotion des métiers de la défense dans le cadre d'un « *rallye citoyen* » organisé par le « *trinôme académique* » de l'académie de Créteil (associant le rectorat, les autorités militaires territoriales et l'association régionale des auditeurs de l'Institut des hautes études de la défense nationale). Parmi les activités proposées, outre des stands de tir au laser avec des répliques de fusil d'assaut, des élèves prenant part à un atelier animé par les équipes locales de sécurité pénitentiaire (ELSP) de Fresnes ont été placés dans la situation de détenus « *pour vivre le quotidien d'un surveillant de pénitencier* ».

À cette occasion, des lycéens ont été invités à frapper à coups de pieds et de matraque un de leur camarade muni d'équipements de protection (*casque, protège tibias, bouclier...*). L'un d'eux a alors été « *plaqué au sol, (...) menotté face contre terre puis (...) plaqué au mur comme pour une fouille au corps* » par deux personnels pénitentiaires. Selon une enseignante, « *à la fin, deux des élèves s'étaient blessés, le bouclier était maculé de sang* ». Les personnels pénitentiaires ont expliqué que « *leur but était de montrer qu'il ne servait à rien de s'opposer aux forces de l'ordre, car ces dernières auraient toujours le dessus.* » (*Médiapart, 11 novembre 2025*).

Alertés par des professeurs, les autorités académiques, qui avaient justifié cette journée par la volonté de « *développer l'esprit de défense* », ont déclenché une enquête administrative.

Selon le ministère, les « *rallyes citoyens* », organisés dans le cadre du « *Parcours citoyen* » visant à « *apprendre les valeurs de la République* », « *regroupent des jeunes sur une demi-journée ou une journée* » afin de participer en petits groupes à des ateliers « *animés par les corps en uniformes du ministère des armées ou de l'intérieur, des associations nationales agréées de sécurité civile et du personnel du ministère de l'Éducation nationale.* ».

Avec les « *classes défense* » (créées en 2005) parrainées par des unités militaires ou de la sécurité civile, et les « *classes engagées* » intégrant la parti-

cipation à un séjour de cohésion du service national universel (SNU), ces « *rallyes* » s'inscrivent parmi les dispositifs d'embrigadement de la jeunesse que multiplie Macron et son gouvernement dans le cadre de leurs politiques va-t'en guerre en lien avec la marche à la guerre au plan européen et mondial (*actuellement plus de 500 « classes défense » concernent plus de 12 500 élèves dont 20% en éducation prioritaire*).

Dans le même temps, le budget des armées augmente de 7 milliards d'euros pour 2026, dépassant celui de l'Éducation nationale qui prévoit 4 000 suppressions de postes, et les lycéens et étudiants qui dénoncent l'escalade guerrière et le génocide des Palestiniens sont brutalement réprimés.

La FNEC FP-FO partage la consternation et la colère des personnels du lycée professionnel Michelet face aux violences commises contre des élèves, ou auxquelles des élèves ont été incités, lors de ce « *rallye citoyen* » du 6 novembre.

Pour la FNEC FP-FO, ces incidents inacceptables confirment que ni l'armée, ni les forces de l'ordre n'ont leur place dans les écoles et établissements scolaires. De même, le rôle de l'École et de ses personnels est d'instruire les jeunes, pas de se transformer en lieu de recrutement pour la guerre ou de mise au pas de la jeunesse !

La FNEC FP-FO réaffirme son opposition ferme à la marche à la guerre et à tout dispositif de militarisation de l'école et d'embrigadement de la jeunesse, ainsi qu'à toute mesure de répression contre les jeunes et tous ceux qui se mobilisent pour la paix.



La priorité du gouvernement pour les jeunes n'est pas la formation mais la militarisation !

Par Patrick Boumier

Le Premier ministre a annoncé la suppression du SNU qui serait éventuellement remplacé par un service militaire volontaire. D'autres incitations visent à développer la militarisation de la jeunesse. Comment, en effet, interpréter différemment ce message envoyé aux étudiants et étudiants de l'Université Paris-Saclay ?

« À l'attention de la communauté universitaire,

L'Université Paris-Saclay a signé le 4 septembre 2025 une convention de soutien à la politique de la réserve opérationnelle avec la Garde Nationale. Celle-ci prévoit que l'Université aide au maximum les étudiants et les personnels réservistes à concilier leurs études ou leur service avec leurs activités dans la réserve.

Si vous êtes réserviste opérationnel, faites-vous connaître auprès du Référent Défense de l'Université Paris-Saclay : referent.defense@universite-paris-saclay.fr »

On aimerait avoir autant d'attention et de bienveillance envers celles et ceux qui sont obligés de travailler pour payer leurs études, ou plus généralement pour offrir des conditions d'études dignes de ce nom à tous les jeunes qui le souhaitent, et dans la formation de leur choix !

Alors que le mouvement « Bloquons tout » voit se mobiliser une grande partie de la jeunesse, face à laquelle gouvernement et directions universitaires répondent par la violence et par les pressions sur l'assiduité en cours (le cas échéant, à distance), la solution la plus économique est toute trouvée : **militariser une partie de la jeunesse pour taper sur l'autre, celle qui n'accepte pas et qui se révolte !** Écoeurant, inacceptable !



Lecornu, ex-ministre des armées

Et ils en rajoutent...

Le chef d'état-major des Armées, le général Fabien Mandon, a créé une vaste polémique en affirmant que la France devait restaurer sa « force d'âme pour accepter de nous faire mal » et **qu'elle devait être prête à « accepter de perdre ses enfants »**.

« Accepter de perdre ses enfants » : Emmanuel Macron affirme que le chef d'état-major des armées « a toute sa confiance »...

Il y a de quoi être inquiet !

PAS UN CENTIME, PAS UNE ARME, PAS UNE VIE POUR LA GUERRE !

Meeting du 5 octobre à Paris contre la guerre

De nombreux adhérents de la LP 91 ont répondu à l'appel de la FNLP à participer au meeting international contre la guerre qui a rassemblé plus de 4 000 participants au Grand Dôme de Paris.

Nous reproduisons ci-dessous l'appel initial à ce meeting signé par plus d'une centaine de militants européens pour la Paix, appel qui reste d'actualité, dont le prolongement sera un grand meeting à Londres le 20 juin 2026.

« PAS UN CENTIME, PAS UNE ARME, PAS UNE VIE POUR LA GUERRE ! »

Les dirigeants européens préparent la guerre. Un vaste programme de réarmement est en cours. Et c'est à la classe ouvrière qu'ils vont demander de payer le prix de leurs armes et de leurs guerres, par les impôts, par les coupes dans nos prestations sociales, par la baisse de notre niveau de vie, ainsi que par notre sang et notre sueur.

L'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale se désintègre politiquement, financièrement et militairement. Nous faisons face à de multiples crises qui s'aggravent : celle du capitalisme lui-même, qui met en danger l'avenir même de l'humanité ; l'effondrement écologique imminent ; et le risque croissant d'une guerre mondiale, voire d'une guerre nucléaire. Ces problèmes ne sont pas nouveaux, mais ils sont amplifiés par le second mandat de Trump et par la montée de l'extrême droite en Europe.

C'est pourquoi des militants, des syndicalistes et des démocrates de toute l'Europe lancent cet appel à s'unir contre la guerre et contre les dépenses militaires, et à rejeter l'exigence des gouvernements européens de soutenir leurs politiques brutales et destructrices au nom d'une prétendue « union nationale ». Il s'agit là d'un patriotisme factice.

Ces guerres ne sont pas les nôtres. Nous ne les paierons pas ! Nous ne mourons pas pour elles !

Comme le disait l'écrivain français Anatole France au moment de la Première Guerre mondiale : « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels ».

Des millions de personnes sont mortes à cette époque, et c'est ce qui se reproduira si nous ne mettons pas fin à ce bellicisme et au réarmement.

La classe dirigeante européenne mène déjà une guerre par procuration en Ukraine et soutient le génocide israélien contre le peuple palestinien.

Voici les faits :

- un million de morts et de blessés, des deux côtés, en Ukraine et en Russie ;
- des dizaines de milliers de morts et de blessés en Palestine, dans la tentative de génocide et

de nettoyage ethnique de toute la population.

Les principaux bénéficiaires sont les fabricants d'armes et ceux qui profiteront de l'exploitation des ressources de la Palestine et de l'Ukraine. Mais nous ne soutiendrons pas cette exploitation.

Nous disons :

- **NON à la guerre et aux attaques contre les acquis sociaux !**
- **NON aux budgets de guerre et aux fauteurs de guerre !**
- **NON aux politiques de guerre, d'où qu'elles viennent !**

Nous appelons à l'unité des peuples d'Europe, à la paix et non à la guerre ; à la justice et à l'égalité et non à l'exploitation : « Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ! »



Fête de la République le 21 septembre aux Ulis

Discours de Louis Couturier pour la LP 91

Pour la 14^{ème} fois depuis 2010, nous sommes rassemblés ici, à la Pierre de la Liberté pour célébrer la naissance de la Ière République le 21 septembre 1792.

Chacun va présenter les raisons de son engagement pour la République, en son nom propre ou au nom de l'organisation qu'il représente.

Pour la Libre Pensée, la République, c'est la LIBERTÉ !

Elle est antagonique avec les interdictions concoctées par les macronistes de tous acabits : atteintes aux libertés académiques, loi Séparatisme, ainsi qu'avec les détournements de la loi de Séparation des Églises et de l'État de décembre 1905.

Elle est antagonique avec la substitution de la liberté des croyances inscrite par Michel Debré dans l'actuelle Constitution à la liberté des croyants inspiatrice des lois laïques.

Pour la Libre Pensée, « l'arc républicain » n'a de républicain que le nom !

Notre République commence le 21 septembre 1792 quand la Convention a aboli l'ordre ancien – l'ancien régime – en décidant de dater les actes officiels de l'An I de la République. Aujourd'hui, nous entrons dans l'an 243 du calendrier républicain.

Cette décision fut complétée dès le 25 septembre par la proclamation de la République UNE et INVISIBLE.

Pour accomplir ses ambitions sociales, l'ÉGALITÉ et la FRATERNITÉ, la Ière République a dû faire appel aux Sans-culottes des villes et au peuple des campagnes contre les châteaux, en appeler aux chaumières pour reprendre la formule citée l'an passé.

Cette année, j'en appelle à Saint-Just : « Ce qui constitue la République, c'est la destruction sociale de ce qui lui est opposé », déclara-t-il.

C'est dans cette direction que la Libre Pensée vous invite à vous situer pour chercher des réponses adaptées aux questions actuelles, des réponses pour bloquer Macron-Bayrou, tous les va-t'en guerre et les profiteurs de guerre :

- pour combattre les soi-disant républicains partisans du « coup d'État permanent »
- pour que cesse le massacre de la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie
- pour en finir avec les séquelles de la colonisation en Kanaky et aux Antilles
- pour imposer la Paix universelle
- pour faire respecter la liberté de conscience, la liberté des cultes et la neutralité de l'État partout.

C'est sur ces axes que le récent Congrès national de la Libre Pensée a décidé de se joindre au meeting international contre la guerre du 5 octobre au Grand Dôme de Paris.

C'est sur ces axes que la Libre Pensée vous invite à participer au meeting du 6 décembre salle Japy à Paris pour la défense de la loi de 1905, un des piliers de la République aujourd'hui menacé par les réactionnaires antilaïques de tout poil et leurs porteurs de valises.

Vous pouvez compter sur la Libre Pensée. Nous savons pouvoir compter sur vous.

GUERRE à la GUERRE !

À BAS LA CALOTTE ET VIVE LA SOCIALE !



Louis Couturier à la tribune lors de la Fête de la République aux Ulis

Hommage à Philippe Juraver, un laïque authentique

Philippe nous a quittés beaucoup trop tôt. Au Conseil régional d'Île de France où il était élu, il ne manquait pas de s'opposer aux subventions attribuées avec largesse par Valérie Pécresse aux lycées privés catholiques tel le lycée Stanislas rendu célèbre par l'ex ministre de l'Éducation nationale Amélie Oudéa-Castéra (AOC). Idem pour les subventions accordées à l'association paramilitaire « Laissez-les servir » d'embrigadement de la jeunesse (voir articles publiés dans *La Raison* 91).

Philippe s'intéressait aux activités de la Libre Pensée de l'Essonne et nous avait demandé de faire un communiqué à propos de la tenue pendant les heures de classe d'une « conférence sur la laïcité » pour des collégiens de Morangis animée par des personnalités politiques (Hollande, Guedj) transformant la conférence en meeting politique au mépris de la plus élémentaire neutralité scolaire.

Nous garderons de Philippe le souvenir d'un homme fidèle à ses convictions, défenseur de l'École publique Laïque. Toutes nos sincères pensées à sa femme Olga et sa famille.

À propos de l'« Écologie intégrale » Ou comment l'Église catholique essaie de recycler l'écologisme Par Francis Valenti

Durant la première quinzaine d'octobre les catholiques de France, appelés récemment par le pape Léon 14 à « un nouvel élan missionnaire », ont été invités à commémorer les 10 ans de l'encyclique *Laudato Si'* ⁽¹⁾ publiée en 2015 par son prédécesseur François, qui avait choisi le nom de celui que certains appellent le « saint patron des écologistes » (sic).

L'encyclique avait alors été accueillie avec un certain enthousiasme, y compris et peut-être davantage hors de la communauté catholique. Enthousiasme qui n'a guère faibli chez certains écologistes ⁽²⁾. Pour la première fois, à l'occasion de la tenue de la COP21, une autorité politique et morale de premier plan s'emparait de la question écologique, concluant par un appel au dialogue et à la « conversion écologique ».

L'approche de la question écologique, telle que développée par le pape dans l'encyclique, est globalisante (« holistique », pour faire presque savant), inspirée en particulier de... Teilhard de Chardin. Il était donc cohérent que le centre du même nom soit coproducteur de la commémoration avec le Collège Bernardins, les diocèses des Yvelines et des Hauts-de-Seine, la Conférence des évêques de France, le Secours catholique-Caritas.

Par curiosité personnelle, et sens du devoir cela va sans dire, je me suis inscrit à la première des 6 visioconférences proposées : « Introduction et présentation générale de l'écologie intégrale et de l'encyclique *Laudato si'* », par le P. Xavier de Bénézet, jésuite.

Occasion d'apprendre que pour diffuser la doctrine de l'écologie intégrale, les jésuites ont créé deux « éco lieux » :

Un « **éco campus de la transition** », à Forges (77), présenté comme « laïc », « visant à contribuer à la réforme de l'enseignement supérieur sur la transition écologique et sociale », dans le but d'un « impact macro par les réseaux écolos français et universitaires européens et mondiaux » (sic) ;

Un « **éco centre spirituel** » le Chatelard à Francheville (69), tenu par les jésuites, lieu d'accueil de retraitants qui « cherchent à trouver Dieu en toute chose, en particulier dans l'époque de l'Anthropocène que nous vivons », dans le but d'un « impact macro par les réseaux chrétiens en France et jésuite au niveau européen et mondial ».

Un travail de fond est à l'évidence engagé par l'Église catholique pour faire la promotion de l'écologie intégrale. Dans son viseur, la galaxie de l'écologisme, dans toutes ses nuances et ses errances, pour essayer de regagner une autorité politique et morale que ses crimes ont largement ternie. Pour

quel résultat, une décennie plus tard ? Le Centre Teilhard de Chardin revendique environ 500 participants pour les 6 conférences organisées. Impact modeste, somme toute.

L'encyclique se conclut par un appel au dialogue au sujet de l'écologie intégrale. Libres penseurs, nous sommes enclins à dire « chiche ! », à proposer localement plus précisément une **controverse** sur le sujet. Ne serait-ce que pour rappeler qu'au-delà des convergences quant au constat, nous avons une divergence de fond : l'écologie par la spiritualité ne suffira pas à sauver la planète et les espèces qui y vivent sans remettre en question l'ordre capitaliste du monde.

NB : Vous pouvez également vous référer à l'article écrit par Jean-Sébastien Pierre publié sur le site de la FNLP : https://fnlp.fr/2015/08/declaration-a-propos-de-lencyclique-papale-laudato-si/?utm_source=chatgpt.com

(1) Le titre de l'encyclique reprend les premiers mots du « Cantique des Créatures » de François d'Assise.

(2) Voir l'article consacré par Cédric Villani dans le média en ligne « Vert » : <https://vert.eco/articles/cedric-villani-sur-lecologie-le-pape-francois-a-ete-bien-au-delades-esperances>

À propos du centre Teilhard de Chardin

Inauguré en juin 2023 dans la commune de Gif-sur-Yvette, sur le plateau du Moulon, à l'initiative de la Compagnie de Jésus et des diocèses d'Evry Corbeil-Essonnes, Paris, Nanterre et Versailles, il se présente comme un « un espace de rencontre et de dialogue » ouvert aux « acteurs du monde scientifique et technique » afin de les « aider à réfléchir sur le sens de leur profession [...], l'éthique de leurs recherches et travaux, les conséquences écologiques de l'activité humaine ainsi que sur les questions spirituelles liées au développement scientifique et technologique ».

Tout cela autour de trois thématiques principalement : **l'écologie intégrale**, l'intelligence artificielle, l'éthique en entreprise. Avec dans son conseil d'orientation, une caution scientifique aussi médiatique que controversée, en la personne d'Etienne Klein présenté comme « philosophe des sciences ».

En clair, une super aumônerie en plein cœur du campus de l'université Paris-Saclay, financée en majeure partie avec de l'argent public via la réduction d'impôt de 66% appliquée aux dons versés à une fondation ad-hoc.

<https://www.centreteilharddechardin.fr/>

Défense de la Liberté académique

Communiqué de la FNLN et de l'IRELP

Universités, Collège de France : une chape de plomb s'abat sur la recherche en France

Le Collège de France a annoncé le 9 novembre la déprogrammation d'un colloque consacré à l'**histoire de la question palestinienne**, sous pression de certains médias et organisations pro-israéliennes.

Depuis plusieurs mois, pas une semaine ne s'écoule sans que les autorités officielles et leurs relais médiatiques n'interviennent dans la vie des institutions académiques, pour y imposer une **chape de plomb sur la pensée**. Souvent, ces interventions consistent à salir des universités, des groupes de recherche ou des personnes en entretenant un **ignoble soupçon d'antisémitisme** dès lors qu'est programmé un événement un tant soit peu critique envers les exactions génocidaires perpétrées à Gaza. À défaut, tout est bon pour raviver le fantasme complotiste d'une **cinquième colonne woke** ou « **islamo-gauchiste** ». Quand cette stratégie de la tension produit un débordement, une bagarre entre individus mal identifiés voire une descente de nervis, on incrimine les établissements. Ceux-ci sont invités à procéder eux-mêmes à l'annulation ou à l'**interdiction d'activités scientifiques** ou d'événements publics au prétexte que l'ordre public est menacé.

La censure est de moins en moins nécessaire : l'autocensure progresse, et il faut de plus en plus se replier dans les interstices pour continuer à interroger les préjugés racistes, sexistes, pour analyser factuellement des ravages du capitalisme, pour proposer une analyse historique des relations de pouvoir... ou pour mener des recherches scientifiques et techniques impliquant d'accéder à des données qui intéressent les pouvoirs économiques ou militaires. Ce dernier volet de la répression est moins médiatisé que celui qui touche les sciences humaines et sociales, mais il n'est pas moins dangereux.

Le 9 novembre, un palier supplémentaire a été franchi : anticipant sans doute une attaque en règle par le **ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche**, l'administrateur du Collège de France a

déprogrammé un colloque consacré à l'**histoire de la question palestinienne**. On pouvait s'inquiéter des menées contre des événements portés par des structures associatives ; on pouvait s'alarmer de voir tel ou tel historien dénigré en place publique ; ici, on assiste à l'annulation pure et simple d'un événement scientifique faisant partie intégrante des missions de la recherche publique : « **mesdames et messieurs, vous ne penserez pas, vous ne travaillerez pas !** »

Qui plus est, ce **lock down idéologique** frappe l'institution française la plus étroitement liée à la notion d'indépendance de la science : le **Collège de France**, qui a précisément été fondé il y a cinq siècles pour permettre aux savants désireux d'étudier l'histoire et les langues du **Moyen-Orient** de le faire à l'abri de la censure et de l'intimidation par les inquisiteurs. Un exécutif qui se propose de panthéoniser **Marc Bloch** laisse aujourd'hui intimider son établissement par quelques nervis et par une presse aux ordres. Un gouvernement qui n'a que les « principes de la République » à la bouche ne demande qu'à emboîter le pas à **Napoléon le Petit** qui fit taire **Michelet** et **Quinet**. Le symbole est lourd, et il doit réveiller celles et ceux qui se bercent d'illusion sur l'autoritarisme en marche.

La Fédération nationale de la Libre Pensée et l'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée adressent leur plus solennel soutien au professeur Henry Laurens, qui se voit traîné dans la boue et empêché de travailler comme il le voudrait par les séides du pouvoir.

Il est temps de s'unir pour la poursuite de la vérité, pour la liberté des sciences, pour les Lumières. La Libre Pensée prendra sa part à ce rassemblement pour la raison, la critique et la liberté académique. Elle appelle toutes les personnes et organisations partageant ce combat à agir ensemble contre ce nouvel obscurantisme.

Contre les intimidations de l'extrême droite, pour défense de la liberté de penser

Communiqué de la FNLN du 15 novembre

Par deux fois la **Librairie de la Fédération Nationale de la Libre Pensée** a été vandalisée ces dernières 48 heures : dans un premier temps le trottoir devant la librairie a été maculé de slogans ; ce matin nous découvrons à l'ouverture que la vitrine de notre librairie a été recouverte de projectiles.

On nous reproche d'avoir rempli notre fonction : **défendre la liberté de la recherche**, en ouvrant notre salle de réunion aux personnes voulant assister à distance au colloque organisé par **Henri Laurens** « *la Palestine et l'Europe, poids du passé et dynamiques contemporaines* ».

Ce colloque, initialement prévu au **Collège de France** avait été censuré à la demande des soutiens

du gouvernement d'extrême-droite de **Netanyahu** et du ministre de l'Éducation nationale **Edouard Gecfray**.

Il y a quelque temps déjà des extrémistes catholiques ont manifesté devant notre librairie et menacé la **Libre Pensée**, parce qu'elle fait respecter les dispositions de la **loi de 1905** sur la **Séparation des Églises et de l'État**.

La **Fédération Nationale de La Libre Pensée** s'honore de déranger l'extrême-droite, d'où qu'elle vienne. Fidèle à ses principes, la **FNLN** continuera son combat pour l'esprit critique contre tous les dogmes.

La page trésorerie

Pour adhérer à la LP 91 (montants votés lors du dernier Congrès)

- Adhésion à la FNLP et à la LP 91 (y compris abonnement à *La Raison 91*) : 72 €
- Adhésion + abonnement à *La Raison* : 72 € + 13 € = 85 €
- Adhésion + abonnement à *L'Idée Libre* : 72 € + 15 € = 87 €
- Adhésion + abonnement à *La Raison* et à *L'Idée Libre* : 72 € + 13 € + 15 € = 100 €

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Email :

J'autorise la Fédération Nationale de la Libre Pensée à traiter informatiquement les données personnelles que je lui transmets

Fait leSignature

Vous avez la possibilité d'envoyer 2 ou 3 chèques en précisant les dates d'encaissement.

Chèque(s) à l'ordre de « LP 91 » à envoyer avec le bulletin d'adhésion à :

LP 91 chez Françoise Rousseau, 3 place d'Allemagne 91300 Massy

Adresse courriel de la LP 91 : librepensee91@gmail.com

En retour, vous recevrez un reçu fiscal pour l'adhésion.



Pour soutenir et recevoir seulement *La Raison 91* : 15 € minimum, chèque à l'ordre de « LP 91 »

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Email :

Fait leSignature



Congrès de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée

Samedi 24 janvier 2026, 10h00

Maison des Associations - Marcoussis

Nom : Prénom :

Adresse :

Je serai présent(e) à l'AG du 24 janvier 2026:

OUI

NON

Je participerai au repas fraternel qui suivra le Congrès :

OUI

NON

Bulletin d'inscription à envoyer à : LP 91 chez Françoise ROUSSEAU, 3 place d'Allemagne 91300 MASSY

Ont participé à la réalisation de ce numéro : Patrick Boumier, Louis Couturier, André Daudet, Francis Valenti,
Françoise et Daniel Rousseau.

Fédération nationale de la Libre Pensée

10/12, rue des Fossés Saint Jacques, 75005 PARIS 01 46 34 21 50 – site national : www.fnlp.fr

Pour recevoir la newsletter, s'inscrire à www.fnlp.fr